

Le Burundi subit «un régime dictatorial de plus en plus violent», dénonce la FIDH

France TV Info, 08/07/2017 Entre terreur et dictature, le Burundi sombre dans une «dynamique génocidaire» Le pays d'Afrique de l'Est s'enfonce peu à peu dans la violence et la dictature, selon un rapport de la Fédération internationale des droits de l'Homme (FIDH). Rapport réalisé avec des organisations locales et publié le 4 juillet 2017. De politique, la crise est devenue économique et paupérise la population. [Photo : Des enfants marchent derrière des militaires à Bujumbura le 15 mai 2015]

Le Burundi subit «un régime dictatorial de plus en plus violent», dénonce le document de la FIDH. «En deux ans, au moins 1200 personnes auraient été tuées, entre 400 et 900 auraient été victimes de disparitions forcées, plusieurs centaines, voire des milliers de personnes, auraient été torturées, plus de 10.000 seraient encore détenues arbitrairement. Dans l'espoir de fuir ces violences politiques, près de 400.000 Burundais se sont réfugiés dans les pays voisins», affirme le rapport. Selon lui, la majorité des violences «sont commises par les services de sécurité burundais et les milices qui agissent sous leur contrôle». En occurrence les hommes des Imbonerakure, la ligue des jeunes du CNDD-FDD (Conseil national pour la défense de la démocratie-Forces de défense de la démocratie, parti au pouvoir), qualifiée de milice par l'ONU et qui se militarise de plus en plus, affirme la FIDH. Instrumentalisation Le Burundi est plongé dans une grave crise depuis que le président Pierre Nkurunziza a annoncé, en avril 2015, sa candidature à un troisième mandat controversé. Réélu en juillet de la même année, il a ainsi violé la Constitution, selon l'opposition et une partie de son camp. Peu de temps après, les 13 et 14 mai 2015, il avait réussi à échapper à une tentative de coup d'Etat. «Au-delà de l'opposition à la candidature de Pierre Nkurunziza, d'autres motifs de contestation expliquent ce conflit, qui a aussi pour enjeu la survie de l'accord d'Arusha», constatait alors le Huffingtonpost. Accord qui avait ramené la paix en partageant le pouvoir entre Hutus et Tutsis après une guerre civile, de 1993 à 2006, entre l'armée (majoritairement tutsie) et des groupes rebelles hutus. Aujourd'hui, «les autorités continuent d'instrumentaliser la crise politique en lui donnant les apparences d'une crise ethnique. Elles désignent dans des discours publics ou des réunions privées les Tutsis, une des ethnies minoritaires du Burundi, comme les responsables de la déstabilisation actuelle du pays», observe le rapport. Elles accusent ces derniers «de vouloir reprendre le pouvoir à la majorité hutue, dont le président Nkurunziza et ses principaux conseillers et hommes de main sont issus». A ce niveau, la FIDH évoque une «campagne de purge» au sein de l'armée burundaise. Conclusion: «La répression aux dynamiques génocidaires dénoncée par la FIDH et la Ligue ITEKA (Ligue burundaise des droits de l'Homme) en novembre 2016 se poursuit.» «Parti unique» Dans le même temps, le régime a installé une commission pour modifier le texte constitutionnel et, ainsi, faire sauter la limite des mandats présidentiels. Si ce projet aboutissait, il «aurait pour conséquence probable l'établissement d'un régime autocratique, voire d'une dictature durable au Burundi». «Une campagne de répression violente de tous les présumés opposants», parfois même jusqu'au sein du parti au pouvoir, est également dénoncée par la FIDH. Cette campagne est exécutée avec l'aide des services de sécurité et des Imbonerakure, affirme son document. «En l'espace de deux ans, la quasi-totalité des responsables et militants des partis d'opposition ont été réduits au silence et pourchassés par les autorités burundaises.» Dans ce contexte, «le paysage politique s'est resserré autour d'un parti-unique, le CNDD-FDD, devenu également un parti-Etat». Un culte de cette formation et du président s'est mis en place. Des monuments, qui en célèbrent les louanges, se multiplient dans tout le Burundi. «Une propagande violente, aux accents guerriers, est diffusée sur l'ensemble du territoire», appelant à «se tenir prêt à combattre les opposants, voire à les éliminer», ajoute le rapport. Les informations de la Fédération internationale des droits de l'Homme viennent préciser celles publiées le 15 juin par une commission de l'ONU. Cette dernière faisait état d'un «sentiment de peur profonde et généralisée» dans les 470 témoignages recueillis auprès des réfugiés burundais qui ont fui vers les pays voisins. «Nous avons été frappés par le caractère particulièrement cruel et brutal des violations qui nous ont été rapportées», a expliqué Fatsah Ouguerouz, le président de cette commission, lors d'un rapport oral d'étape devant le Conseil des droits de l'Homme à Genève. «Tout va bien» La crise politique a entraîné «une grave détérioration de la situation socio-économique et de la condition de vie des populations», constate par ailleurs le rapport de la FIDH. En raison de la baisse de l'aide internationale, elles ont vu augmenter les prix des produits de première nécessité (essence, haricots, riz, sucre...). Les budgets des secteurs de l'éducation et de la santé ont été massivement réduits, paupérisant les habitants. Cité par RFI, le pouvoir explique que «tout va bien» et que l'économie n'est pas en crise. En mai 2017, les autorités de Bujumbura avaient dénoncé des «actes de sabotage de son programme pour promouvoir la paix et la démocratie». Elles avaient aussi accusé «certains acteurs» de l'UE de nourrir «le désir d'opérer un changement de régime au Burundi». Par Laurent Ribadeau Dumas

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});

